

GT 3 : Gisements d'économies d'énergie et programmes

Contribution d'ENGIE

ENGIE propose un scénario alternatif à une prolongation de la 3^{ème} période CEE, à savoir :

- Mise en place d'une quatrième période CEE de 3 ans à partir du 1^{er} janvier 2018.
- Fixation d'un niveau d'obligation de 1000 TWh cumac de CEE classique et précarité énergétique sur 2018-2020.
- Suppression de la rétroactivité de l'obligation CEE pour les contrats d'énergie passés.
- Publication du décret avant la fin de cette année.

Suite à la réunion du GT 3 consacré aux gisements d'économie d'énergie, la DGEC a présenté un scénario de prolongation de la 3^{ème} période d'un an avec des obligations supplémentaires :

- de 500-550 TWh cumac pour les CEE classiques,
- de 100 TWh cumac pour les CEE précarité énergétique.

Pour ENGIE, le scénario DGEC génère une imprévisibilité de l'évolution des coûts CEE et un accroissement des risques pour les obligés.

Imprévisibilité des coûts CEE pour les deux prochaines années :

En effet, prolonger d'un an le dispositif, avec une obligation qui représente plus du double de l'obligation CEE classique (500 TWh cumac en 2018 versus 233 TWh cumac /an), ne peut conduire qu'à une inflation non maîtrisée des coûts et à un risque de non atteinte de l'obligation.

- Faisons d'abord le constat que le dispositif actuel produit moins de 10 TWh cumac¹ par mois aujourd'hui ce qui, en terme tendanciel, représentera au plus 240 TWh cumac à fin 2018.
- Pour réaliser les 500-550 TWh supplémentaires, les obligés doivent donc théoriquement doubler le rythme de production dans les deux années à venir. En fait, compte tenu de l'inertie du dispositif – à minima un an pour relancer des canaux de production –, le surcroît de CEE ne pourrait être produit qu'en 2018 ; ceci se traduirait donc par un rythme de production supérieur à 30 TWh cumac voire 40 TWh cumac mensuel (pour reconstituer un stock de CEE et préparer l'après 2018).
- La conjonction d'une offre atone (< à 10 TWh cumac/mois) et d'une demande très forte (30 à 40 TWh cumac/mois) conduira, pour relancer les canaux de production, à une hausse des primes CEE distribués par les opérateurs et des prix CEE d'échange sur le registre tant que le déséquilibre subsistera.
- Le renchérissement du dispositif ne produira naturellement pas plus d'économie d'énergie (le dispositif étant plus orienté sur le soutien à la filière que sur la réalisation d'action additionnelle).

¹ Les chiffres cités dans cette note ont été présentés par l'ATEE et partagés au cours de la réunion du GT3.

- Il pèsera par contre sur les obligés qui ne pourront pas répercuter la hausse des prix dans les contrats d'énergie passés, et, sur les consommateurs à terme, à savoir : les clients bénéficiant des tarifs réglementés de vente lors de la révision tarifaire et les souscripteurs de nouveaux contrats d'énergie.
- Le risque de non atteinte de l'obligation est également présent pour les obligés compte tenu du délai nécessaire pour tripler voire quadrupler la production de CEE.

Accroissement des risques pour les obligés, notamment pour les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel :

Le scénario proposé par la DGEC, n'offre pas aux obligés la visibilité attendue.

Au contraire, la prolongation du dispositif d'un an et la fixation d'un supplément d'obligation conduisent à réviser le coefficient d'obligation CEE sur les kWh d'énergie livrés depuis 2015 et donc à faire peser rétroactivement de nouvelles obligations qui ne pourront pas être recouvrées sur les contrats d'énergie passés (+29% d'obligations non couvertes sur les années 2015 et 2016).

Par ailleurs, les deux années à venir seront fortement perturbées et ne feront qu'accroître les risques pour les obligés qui doivent prévoir l'évolution de l'obligation CEE et de son coût dans leurs offres de fourniture d'énergie (pour chaque euro d'écart par MWh cumac, le risque financier est de 500 M€ en 2018).

Le dispositif CEE qui vise certes à produire des économies d'énergie a un impact également significatif sur le marché de l'énergie. Il serait urgent et utile qu'une réflexion prenne corps dans le cadre de la concertation en cours sur la 4^{ième} période afin de gommer les points les plus critiques du dispositif et de donner de la visibilité aux parties prenantes, à savoir :

- Une première voie serait de respecter le calendrier annoncé dans le cadre la loi de transition énergétique pour la croissance verte qui fixe une quatrième période entre 2018 et 2020 et le niveau d'obligation proposé dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, à savoir 1000 TWh cumac.
- Une deuxième voie, compatible avec la première, serait de définir le niveau d'obligation par rapport aux ventes futures et donc d'exclure les ventes passées ; les ventes devant faire naturellement référence aux contrats d'énergie (et non aux livraisons).

De manière plus générale, les obligés ont besoin d'une visibilité à trois ans sur les obligations. Il serait nécessaire d'anticiper les période triennales ou alors de fixer chaque année (N), l'obligation (N+4).

Proposition d'un scénario alternatif avec une quatrième période CEE au 1^{er} janvier 2018

Le scénario DGEC a sans doute pour principal objectif de relancer le dispositif CEE alors que les volumes de CEE délivrés devraient atteindre 700 TWh cumac à la fin de l'année, soit un an avant la fin de la 3^{ième} période.

La vision globale présentée ci-dessus ne reflète pas les positions particulières de chaque obligé. Par exemple, un fournisseur d'électricité ou de gaz naturel qui vend des contrats d'énergie à trois ans doit intégrer des engagements qui vont au-delà de son obligation. La génération d'un « stock » CEE n'est donc pas une situation « anormale », elle reflète simplement la couverture de ses engagements.

Ceci étant la situation présente s'explique avant tout :

- par la délivrance en 2015 et 2016 des CEE déposés au cours de la 2^{ème} période et qui n'avaient pas été traités par le PNCEE (200 TWh cumac²),
- par l'anticipation des acteurs qui ont cherché à réaliser le plus grand nombre de dossiers avant la baisse des forfaits CEE au 1^{er} janvier 2015,
- par la mise en place d'une nouvelle obligation relative à la précarité énergétique (150 TWh cumac).

Ces éléments ont eu un impact significatif sur le dispositif des CEE classiques mais le scénario envisagé ne peut pas rattraper le passé.

Au contraire, il s'agit d'avancer sur la mise en place d'une 4^{ème} période au 1^{er} janvier 2018 en respectant le calendrier initial. La publication des textes de la 4^{ème} période à la fin de l'année donnerait la visibilité demandée par toutes les parties prenantes.

Cela permettrait de relancer les canaux de production - ce que l'administration recherche – et de donner une réelle visibilité jusqu'en 2020 tout en maîtrisant les risques – ce que les parties prenantes souhaitent.

Rien ne s'oppose à ce scénario car la concertation n'a pas fait émerger de modifications majeures du dispositif et les ajustements peuvent être pris en compte au niveau réglementaire.

Un niveau d'obligation à recalculer sur 1000 TWh cumac :

Dans le scénario proposé par la DGEC, l'objectif sous-jacent pour la quatrième période serait également de 1200-1250 TWh.

Constatons, qu'il est 20 à 25% au-dessus de l'objectif fixé dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) qui définit une quatrième période CEE à 1000 TWh cumac³.

Il est également du même ordre de grandeur que le gisement CEE identifié par l'ADEME, à savoir 1270 TWh cumac. Ce gisement « ADEME » pose pourtant plusieurs questions de fond tant les hypothèses prises en compte sont nombreuses et pas toujours justifiées : progression du marché surévaluée, taux d'accès au gisement très ambitieux, rôle actif et incitatif surestimé, professionnalisation du marché non objectivée.

Pour ENGIE, le CRIGEN a évalué le gisement CEE des travaux réalisés en 2015 pour les secteurs résidentiel et tertiaire. Ce gisement a été prolongé jusqu'en 2020 en tendanciel et en prenant en compte l'impact de la révision des fiches d'opérations standardisées – qui de fait constitue déjà un accroissement relatif de l'obligation - (voir annexe).

Il est en ligne avec l'obligation prévue pour la quatrième période CEE dans le cadre de la PPE, à savoir 1000 TWh cumac, en tenant compte d'un taux d'accès à ces gisements de 80% par les obligés (chiffre pourtant particulièrement ambitieux avancé par l'ADEME en résidentiel).

Nous proposons donc de conserver cet objectif global de 1000 TWh cumac pour la 4^{ème} période en termes de CEE classique et de CEE précarité énergétique, toutes choses égales par ailleurs⁴.

² Stock CEE au 1^{er} janvier 2015 selon la DGEC - COPIL CEE du 8 juin 2015.

³ Le scénario de 1000 TWh cumac est également le scénario AMS2 de la DGEC présenté dans « Scénarios prospectifs Energie-Climat-Air pour la France à l'horizon 2035 ».

Un dispositif précarité à revoir :

L'obligation CEE précarité énergétique étant récente, son évaluation est particulièrement difficile et des adaptations seront nécessaires afin de simplifier les processus.

Le nombre de dossiers déposés est, à ce jour, insuffisant pour remplir l'obligation de la période (23 TWh cumac de CEE déposés et 23 TWh cumac de CEE délivrés). Il paraît donc prématuré de songer à une obligation de 100 TWh cumac en 2018.

⁴ Les gisements estimés font abstraction des éventuelles conséquences de l'obligation de travaux en tertiaire et des travaux embarqués en résidentiel (lois Grenelle et TEPCV respectivement).

ANNEXE – Gisement CEE de marché sur le secteur résidentiel et tertiaire

1) Evolution entre 2015 et 2020 du volume de marché des principales opérations standardisées (leur volume représente 90% des opérations CEE déposées) :

		Flux tendanciel éligible						
		Unités	2015	2016	2017	2018	2019	2020
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	m²	28 987 788	30 545 651	32 401 456	34 318 391	36 408 648	38 705 898
BAR-EN-102	Isolation des murs	m²	6 827 019	7 011 195	7 291 199	7 581 423	7 899 283	8 253 902
BAR-EN-103	Isolation d'un plancher	m²	9 357 242	9 806 092	10 409 451	10 996 766	11 571 481	12 273 019
BAR-EN-104	Fenêtres ou portes fenêtres avec vitrage isolant	Unité	5 651 098 733	5 914 679 911	6 124 624 990	6 034 582 623	6 114 980 685	6 192 353 508
BAR-TH-104	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	Unité	19 887	20 812	22 335	24 112	25 889	27 919
BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance énergétique	Unité	270 348	428 748	428 748	428 748	428 748	428 748
BAR-TH-107	Chaudière collective à haute performance énergétique (flux d'appartement)	Unité	64 380	64 380	64 380	64 380	64 380	64 380
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois	Unité	267 490	267 490	267 490	267 490	267 490	267 490
BAR-TH-113	Chaudière biomasse individuelle	Unité	5 773	5 773	5 773	5 773	5 773	5 773
BAR-TH-129	Pompe à chaleur de type air/air	Unité	32 472	34 096	35 801	37 591	39 470	41 444
BAR-EQ-111	Lampe à LED de classe A+	Unité	14 256 000	23 913 000	31 518 000	41 535 000	51 705 000	51 705 000
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	m²	10 633 296	11 022 712	11 399 223	11 773 583	12 198 580	12 644 303
BAT-EN-102	Isolation des murs	m²	8 853 431	8 950 259	9 110 810	9 275 382	9 465 027	9 665 433
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher	m²	3 636 726	3 758 470	3 907 208	4 044 631	4 175 012	4 334 892
BAT-TH-102	Chaudière collective de type condensation (flux de chaudière)	Unité	5 518	4 272	4 272	4 272	4 272	4 272
BAT-TH-106	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage	mL	7 402 216	7 402 216	7 402 216	7 402 216	7 402 216	7 402 216
BAT-TH-119	Isolation d'un réseau d'eau chaude sanitaire existant	mL	1 712 320	1 712 320	1 712 320	1 712 320	1 712 320	1 712 320
BAT-EQ-124	Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive	mL	283 243	283 243	283 243	283 243	283 243	283 243
BAT-TH-139	Récupération de chaleur sur groupe de production de froid							

2) Gisement CEE entre 2015 et 2020 des principales opérations standardisées :

		Gisements tendanciel (TWh cumac)								
		Unités	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Bilan P3	Bilan P4
BAR-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	TWh cumac	32,8	34,6	36,7	38,9	41,2	43,8	104,1	123,9
BAR-EN-102	Isolation des murs		20,7	21,3	22,1	23,0	24,0	25,1	64,2	72,1
BAR-EN-103	Isolation d'un plancher		31,6	33,1	35,1	37,1	39,0	41,4	99,8	117,6
BAR-EN-104	Fenêtres ou portes fenêtres avec vitrage isolant		37,1	38,8	40,2	39,6	40,1	40,6	116,0	120,3
BAR-TH-104	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau		1,3	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	2,6	2,3
BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance énergétique		13,6	21,6	13,3	13,3	13,3	13,3	48,6	39,9
BAR-TH-107	Chaudière collective à haute performance énergétique (flux d'appartement)		5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	15,4	15,4
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois		6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	18,0	18,0
BAR-TH-113	Chaudière biomasse individuelle		0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	1,9	1,9
BAR-TH-129	Pompe à chaleur de type air/air		2,0	2,1	2,2	2,3	2,4	2,5	6,2	7,2
BAR-EQ-111	Lampe à LED de classe A+		3,0	5,0	6,6	8,7	10,9	10,9	14,6	30,4
TOTAL Résidentiel									491,3	548,9
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	TWh cumac	17,2	17,8	18,4	19,0	19,7	20,4	53,4	59,2
BAT-EN-102	Isolation des murs		23,4	23,6	24,1	24,5	25,0	25,5	71,1	75,0
BAT-EN-103	Isolation d'un plancher		11,8	12,2	12,6	13,1	13,5	14,0	36,5	40,6
BAT-TH-102	Chaudière collective de type condensation (flux de chaudière)		7,1	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	18,0	16,4
BAT-TH-106	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage		22,2	22,2	22,2	22,2	22,2	22,2	66,6	66,6
BAT-TH-119	Isolation d'un réseau d'eau chaude sanitaire existant		9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	29,3	29,3
BAT-EQ-124	Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive		7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	21,8	21,8
BAT-TH-139	Récupération de chaleur sur groupe de production de froid								0,0	0,0
TOTAL Tertiaire									296,7	308,8